

REVALORISER LES SALAIRES POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ UNE URGENCE SOCIALE !

La rémunération des agent-es de la fonction publique territoriale est un pilier essentiel de la reconnaissance de leur engagement quotidien. Petite enfance, écoles, action sociale, transports, culture, routes, etc... : ces missions indispensables à la vie de chacun-e reposent sur des agent-es dont les conditions salariales ne cessent de se dégrader.

En effet, les traitements indiciaires ont perdu près d'un quart de leur valeur en euros constants en vingt-cinq ans. Une décennie de dévalorisation du point d'indice au début des années 2000, puis quinze années de gel de sa valeur, à peine ponctuées de quelques mesures exceptionnelles : voilà le résultat d'un choix politique délibéré d'appauvrissement des agent-es de la Fonction publique.

DEPUIS LE 1ER JUIN, LA REVALORISATION AUTOMATIQUE DU SMIC EN RAISON DE L'INFLATION A POUR CONSÉQUENCE LE PASSAGE DES RÉMUNÉRATIONS DE CERTAINS AGENT-ES DE CATÉGORIE C ET B SOUS LE SALAIRE MINIMUM. C'EST INACCEPTABLE !

UNE REFONTE TOTALE DES GRILLES S'IMPOSE ! NOUS N'ACCEPTONS PAS LES « BRICOLAGES » QUI MAINTIENNENT UNE POLITIQUE DE BAS SALAIRES QUI DURENT DEPUIS TROP LONGTEMPS !

S'ajoute à cela la guerre au Moyen Orient. Outre les conséquences tragiques pour les populations qui la subissent, **cette guerre entraîne l'envolée des prix de l'énergie, qui frappe de plein fouet les ménages les plus modestes, sans qu'aucune mesure sociale n'ait été mise en place.**

Pour la FSU Territoriale, laisser les agent-es s'enfoncer dans la précarité, c'est fragiliser le service public lui-même. Des agent-es mal rémunéré-es, ce sont des difficultés de recrutement, une perte d'attractivité des métiers territoriaux et, au bout du compte, une dégradation du service rendu aux usager-es.



SNUTER-FSU CR BFC 5 AVENUE GARIBALDI 21000 Dijon
Mail : snuterbfc@snuter-fsu.fr Tél : 06 65 34 17 78

FACE À CETTE URGENCE SOCIALE, LA FSU TERRITORIALE REVENDIQUE :

- L'augmentation de 20 % de la valeur du point d'indice** et l'attribution de 80 points d'indice supplémentaires à l'ensemble des échelons, indispensables pour compenser les pertes accumulées ;
- L'indexation automatique du point d'indice sur l'inflation**, afin que le pouvoir d'achat des agent·es ne soit plus la variable d'ajustement des politiques budgétaires ;
- Le rétablissement immédiat de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) ;**
 - La reconstruction des grilles indiciaires** afin de restaurer une progression de carrière significative et redonner du sens à l'avancement, pour que l'engagement et l'expérience soient véritablement reconnus ;
 - La mise en œuvre effective de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes**, avec des plans d'action contraignants dans chaque collectivité ;
 - Un plan ambitieux de titularisation** pour résorber la précarité et renforcer la continuité du service public ;
 - La fin du jour de carence et le rétablissement de la prise en charge à 100 % des arrêts maladie ;**
 - Le passage progressif à la semaine de 32 heures** sans perte de salaire ;
 - La pérennisation du régime CNRACL** sans en faire peser le coût sur les collectivités au détriment des rémunérations.

L'urgence est aussi de sortir de la dépendance aux énergies fossiles, soumises aux aléas géopolitiques et aux fluctuations des marchés. Notre modèle économique et énergétique pèse sur les plus bas revenus et accentue le changement climatique. **Accélérer la transition vers des énergies renouvelables et se diriger vers une gestion publique de l'énergie, c'est agir à la fois pour le climat et le pouvoir d'achat des agent·es.**

SALAIRES, SERVICES PUBLICS, PROTECTION DES AGENT·ES, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : CES COMBATS N'EN FONT QU'UN POUR LA FSU TERRITORIALE. ILS SONT LES PILIERS D'UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE, PLUS SOLIDAIRE ET PLUS DURABLE. CAR ON NE PEUT PAS DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC SANS DÉFENDRE CELLES ET CEUX QUI LE FONT VIVRE CHAQUE JOUR !

